

Lettre conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Ricardo Lagos, Président du Chili, Luis Inacio Lula Da Silva, Président du Brésil et José Luis Rodriguez Zapatero, Premier ministre d'Espagne, adressée au Premier ministre du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord Tony Blair, sur des mécanismes innovants d'emprunt ou de taxation internationale pour financer le développement, à Paris le 3 novembre 2004.

Monsieur le Premier ministre,

Le 20 septembre dernier nous avons organisé à New York une conférence consacrée à la lutte contre la faim et la pauvreté. A l'issue de cette réunion qui a rassemblé plus de cinquante Chefs d'Etat et de Gouvernement, nous avons adopté une déclaration qui a reçu le soutien de cent dix pays.

Nous avons le plaisir de vous transmettre ce document afin d'engager, dans la perspective du prochain sommet du G8 placé sous votre présidence, une réflexion sur le financement du développement.

Nous savons tous en effet qu'au rythme actuel nous n'atteindrons pas les objectifs du Millénaire en 2015. Pour corriger la trajectoire, ce sont au moins cinquante milliards de dollars supplémentaires par an de ressources concessionnelles qu'il nous faut trouver.

Les travaux que nous avons conduits nous ont convaincus qu'il était possible de mobiliser au service du développement, par des mécanismes innovants d'emprunt ou de taxation internationale, une fraction des richesses créées par la mondialisation. Nous avons ainsi démontré, par le travail de nos experts, que de tels mécanismes étaient techniquement réalistes et économiquement rationnels. Nous devons maintenant tirer parti de l'élan donné par la réunion de New York à ces idées pour faire avancer le débat.

Il nous semble que les Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à Gleneagles pourraient donner une impulsion déterminante aux travaux de la communauté internationale qui devra, en septembre 2005, lorsqu'elle dressera le premier bilan du Sommet du Millénaire, prendre des mesures décisives pour respecter ses engagements. Nous connaissons votre implication personnelle et celle de votre pays au service de la solidarité internationale. Les initiatives que vous prenez en faveur de l'Afrique en témoignent. Aussi est-ce avec confiance que nous vous présentons dès maintenant les conclusions de la réunion du 20 septembre et que nous vous proposons que le G8 s'en saisisse.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de notre très haute considération.